FACT-SHEET BLOOM JANVIER 2025

LES BÉNÉFICES DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

A l'échelle mondiale, 66% des milieux marins sont aujourd'hui détériorés[01]. Le panel intergouvernemental sur la biodiversité (IPBES) rappelle que la pêche a été la principale cause de destruction des écosystèmes marins ces cinquante dernières années[02]. En parallèle, l'océan subit de plein fouet les effets du dérèglement climatique : la température à la surface de l'océan atteint des niveaux records, avec des impacts dévastateurs pour la vie marine, des canicules marines à répétition et la multiplication d'événements climatiques extrêmes.

En France, l'effondrement de la vie marine qui en résulte est manifeste, avec des captures qui ont été divisées par trois entre le pic de production de 1966 et 2022[03], tandis que les emplois ont été divisés par sept depuis 1950[04].

Les aires marines protégées (AMP) constituent un outil crucial pour faire face aux périls sans précédent du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité marine, tout en soutenant la pêche artisanale.

1 Qu'est-ce qu'une aire marine protégée ?

Une AMP est une zone dédiée à la protection et restauration des écosystèmes marins. En fonction du degré de protection recherché, certaines activités humaines peuvent s'y poursuivre. Néanmoins, l'Union internationale pour la conservation de la nature fournit un cadre clair : **une aire marine ne peut être considérée comme « protégée » que si elle interdit toute activité ou infrastructure industrielle, dont la pêche industrielle[05].**

D'après l'accord international de Kunming-Montréal en 2022 et les objectifs européens, les aires marines protégées doivent couvrir au moins 30% de nos eaux. Par ailleurs, l'Union européenne s'est fixée un objectif de « protection stricte » de 10% des eaux européennes, c'est-à-dire sans aucune activité extractive, où seules des activités très peu impactantes -comme la recherche- peuvent avoir lieu.

Mais tandis que les panels intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC) et de la biodiversité (IPBES) appellent explicitement à la création d'un réseau cohérent et efficace d'aires marines protégées pour lutter contre l'effondrement de la biodiversité et le dérèglement climatique[06], la France, deuxième puissance maritime mondiale, protège moins de 0,1 % de ses eaux métropolitaines[07].

---

01 Office Français de la biodiversité, *La Biodiversité en danger*

02 Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*, 2019

03 Données pour l'Europe, FAO, *The State of World Fisheries and Aquaculture 2022*, 2022

04 Institut Agro Rennes Angers, *Transition et adaptation, analyse des modalités du changement de pratiques des acteurs de la pêche professionnelle*, 2024

05 UICN, *Guidelines for applying the IUCN protected area management categories to marine protected areas*, 2019

06 GIEC, *L'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique. Résumé à l'intention des décideurs*, 2019

07 Claudet et al., *Critical gaps in the protection of the second largest exclusive economic zone in the world*, 2021

② Lutter contre le dérèglement climatique

Pour les scientifiques du GIEC, la protection des écosystèmes est le second levier le plus efficace pour faire face à l'urgence climatique[08]. La création de véritables AMP est une solution optimale, car elle interdit les pratiques industrielles qui sont particulièrement émettrices [09].

→ Chaque année, l'océan absorbe environ un tiers de nos émissions de CO_2 [10]. Les **sédiments marins** constituent un puits de carbone essentiel : les cinq premiers centimètres de sédiments stockant, à l'échelle planétaire, l'équivalent de dix fois des émissions mondiales annuelles de carbone [11]. Les **techniques de pêche qui raclent les fonds marins, comme le chalutage de fond**, ont donc un impact climatique terrible : chaque année, celles-ci contribuent à relâcher quelques 370 millions de tonnes de CO_2 dans l'atmosphère[12], soit les émissions annuelles de la France.

→ Les AMP **préservent des habitats clés** comme les herbiers marins et les mangroves, qui **stockent le carbone** à un taux 10 fois plus important que les écosystèmes terrestres[13], et qui offrent un refuge pour la ponte de nombreuses espèces et la croissance des espèces juvéniles.

→ Les AMP permettent de **restaurer les abondances de poissons qui participent à la séquestration de carbone dans l'océan**, à travers la chute des cadavres dans le grand fonds et la fertilisation, à l'instar des thons, requins, ou baleines[14].

→ **Protéger les zones côtières permet également de mieux nous adapter aux catastrophes naturelles**[15], par la conservation de bancs de sable, des herbiers marins, des marais salants ou encore des vasières, qui forment des zones tampons et d'absorption des chocs climatiques.

③ Protéger la biodiversité et les habitats

La pêche industrielle, première cause de destruction des écosystèmes marins, a une responsabilité majeure dans la sixième extinction de masse engendrée par la multiplication des activités humaines destructrices.

→ Établir une véritable AMP permet de réduire la pression de la pêche sur la zone concernée et de **protéger les espèces sensibles et leurs habitats**. L'interdiction des infrastructures et activités industrielles, et notamment des techniques de pêche destructrices comme le chalutage, permet de restaurer les habitats marins et de réduire drastiquement les captures d'espèces non ciblées[16]. Par exemple, dans le Golfe de Beauduc, la création d'une zone de cantonnement de pêche a permis la restauration d'un herbier marin, avec une surface qui a triplé en moins de 10 ans[17].

→ **Les AMP permettent de reconstituer l'abondance :** les poissons y sont plus nombreux, plus divers, et plus gros[18]. Les biomasses de poissons dans les zones sous protection stricte sont en moyenne jusqu'à 6 à 7 fois supérieure à celle des aires non protégées[19].

---

08 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Sixth Assessment Report*, 2023

09 Sala, A., Damalas, D., Labanchi, L. et al. *Energy audit and carbon footprint in trawl fisheries 2022*

10 CNRS, *L'océan, puits de carbone à l'avenir incertain*, 2021

11 Lee et al., *A Machine Learning (kNN) Approach to Predicting Global Seafloor Total Organic Carbon*, 2019

12 Atwood et al., *Atmospheric CO2 emissions and ocean acidification from bottom-trawling*, 2024

13 Fonds Français pour l'environnement mondial et Initiatives mangroves, *Les écosystèmes marins. Guide méthodologique pour la restauration des mangroves*, 2024

14 Mariani et al., *Let more big fish sink: Fisheries prevent blue carbon sequestration—half in unprofitable areas*, 2020

15 Seas at Risk, *Benefits quickly outweigh costs of banning bottom trawling from Marine Protected Areas*, 2021

16 BLOOM, *Changer de cap*, 2024

17 "Les aires marines protégées : un outil efficace pour la préservation de la biodiversité", *Le Marin*, Novembre 2024

18 FAO, *Effects, benefits and costs of MPAs (as a fisheries management tool).*

19 Sala et Giakoumi, No-take marine reserves are the most effective protected areas in the ocean, 2018

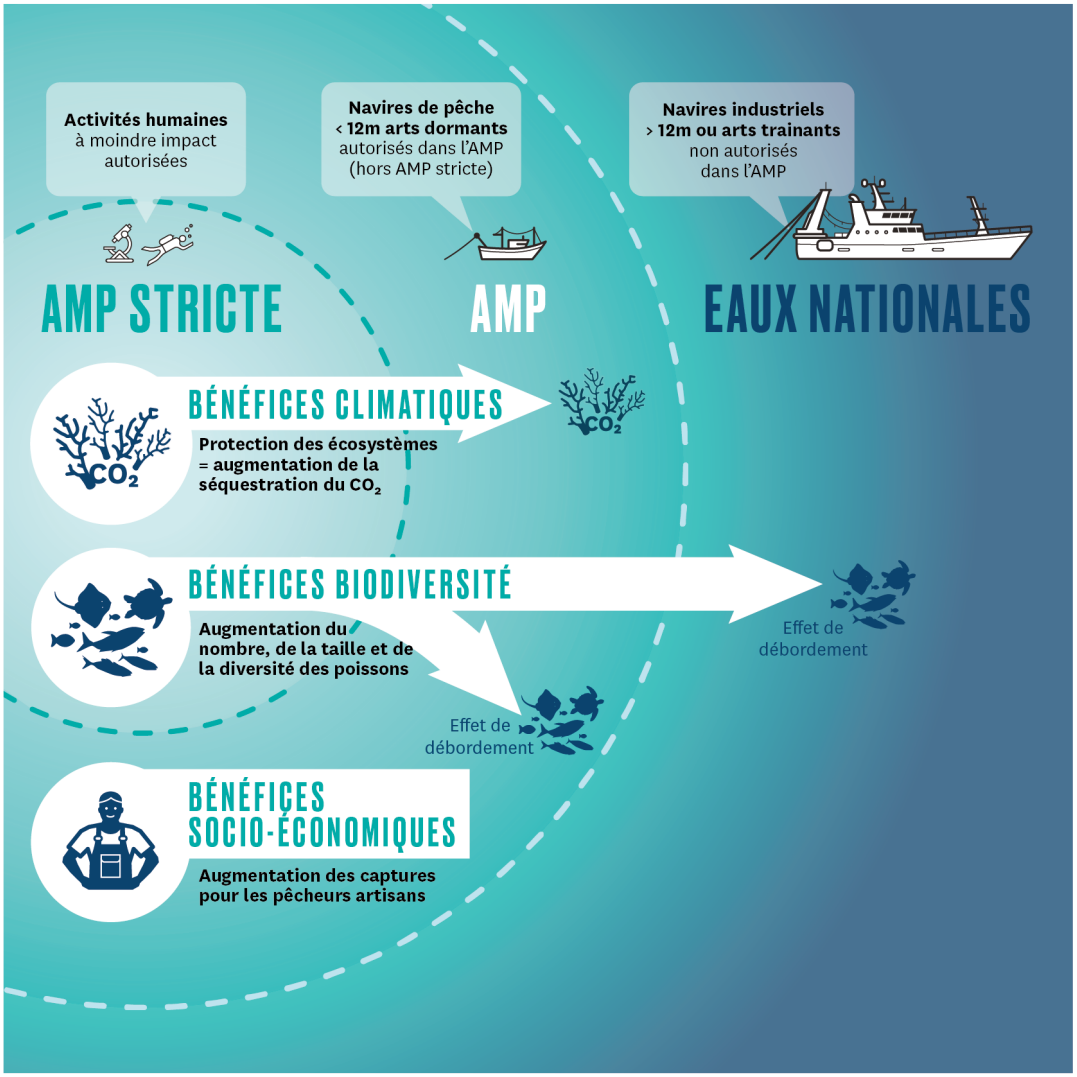
→ **Les AMP permettent d'alimenter les zones alentour.** La régénération de l'écosystème protégé crée un **phénomène de débordement**, les populations de poissons présentes en abondance dans les zones protégées se déplaçant librement vers les eaux avoisinantes [20]. De même, les larves migrent naturellement grâce à la houle et aux courants à l'extérieur des zones protégées et participent à l'**ensemencement des zones de pêche**.

④ Préserver une pêche artisanale durable

Avec l'effondrement des populations de poissons, les pêcheurs artisans voient la ressource disparaître : en dépit des innovations pour aller pêcher toujours plus loin, plus longtemps, plus profond, les prises de poissons sauvages par pêcheur ont diminué depuis les années 1990[21]. La mise en place de vraies AMP est une réponse juste et efficace pour soutenir la pêche artisanale de demain.

LES BÉNÉFICES DES AIRES MARINES PROTÉGÉES (AMP)

Objectif : 30% des eaux nationales (dont 1/3 sous protection stricte)



20 Global Ocean Legacy et Pew, *Les multiples avantages des grandes aires marines hautement protégées, pour un océan en bonne santé*, 2020

21 Scherrer et al., *Diminishing returns on labour in the global marine food system*, 2023

→ **La pêche artisanale est la première bénéficiaire de la mise en œuvre d'une AMP**. Les AMP offrent aux pêcheurs artisans des zones qui leur sont réservées, sans concurrence avec la pêche industrielle, car tous les navires de plus de 12 mètres et pratiquant les arts traînants en sont exclus. Les pêcheurs artisans profitent pleinement de la restauration des écosystèmes et des effets de débordement et d'ensemencement des zones placées sous protection stricte.

→ **Les AMP peuvent également « accroitre la productivité des zones de pêche aux alentours de la zone protégée »**[22]. Les avantages pour la pêche sont nombreux : les poissons sont plus nombreux, plus gros, et les espèces sont plus diversifiées[23]. La création d'une AMP participe ainsi à l'augmentation des revenus des pêcheurs locaux[24].

→ **La mise en œuvre d'AMP participe également au renforcement de la souveraineté et la sécurité alimentaire**. D'après l'UICN, « les aires marines stratégiquement placées et couvrant 28 % de l'océan pourraient augmenter l'approvisionnement en ressources alimentaires marines de 5,9 millions de tonnes par an »[25].

5 Des bénéfices multiples

→ Une AMP bien gérée constitue un écosystème sain, qui bénéficie aussi à la recherche et au tourisme. Sa mise en place implique aussi d'embaucher des personnes en charge de sa gestion et de sa surveillance, ce qui crée des emplois directs[26]. L'image du territoire est valorisée, la qualité de l'environnement est améliorée, ce qui peut conduire à une augmentation des revenus et des emplois[27]. Ainsi, en Tanzanie, on constate une amélioration significative du niveau de vie des communautés vivant près des AMP, qui augmente de 50 % par rapport aux villages plus éloignés et ce grâce à la diversification des activités économiques[28].

→ En régulant les températures, en séquestrant du carbone, ou encore en permettant l'essor des populations de poissons, les zones protégées nous rendent de nombreux services écologiques. Ces **services rendus par la nature** sont autant d'économies réalisées par nos sociétés. Ainsi, après 13 ans d'interdiction du chalutage de fond, des scientifiques ont évalué un gain net équivalent à 8,4 milliards d'euros sur une période de 20 ans[29].

→ Protéger l'océan signifie aussi protéger **un héritage culturel, une identité**. À Madagascar, les aires marines protégées et gérées localement, comme Velondriake et Ankivonjy, sont, pour les communautés locales, un outil bénéfique pour l'économie, l'écologie et les générations futures[30]. En Écosse, des habitants se mobilisent pour faire revivre la biodiversité du Loch marin en replantant des herbiers qui ont été ravagés par le chalutage et faire revivre un écosystème qui a une part centrale dans leur histoire et identité[31].

La France, deuxième puissance maritime mondiale, doit faire de la protection des aires marines une priorité, pour le climat, la biodiversité et les pêcheurs artisans. **En vue du sommet des Nations Unies pour l'Océan (UNOC) qu'il accueillera en juin 2025, le gouvernement doit prendre ses responsabilités pour protéger réellement 30 % des eaux françaises**, en y interdisant les infrastructures et activités industrielles, dont le chalutage, et en plaçant un tiers de ces zones sous protection stricte, sur toutes ses façades maritimes.



Pour en savoir plus, lisez nos autres fact-sheets sur le sujet:

- *Protéger l'océan, une urgence vitale*
- *Objectifs internationaux et standards de protection de l'océan*
- *La vacuité de la protection "à la française"*

22 UICN, *Les zones de protection forte en mer, état des lieux et recommandations*, 2021

23 Costello MJ., *Evidence of economic benefits from marine protected areas*, 2024

24 Commission européenne, *Study on the economic benefits of Marine Protected Areas: Task 5 Case Studies – Final Report*, 2018

25 UICN, *Les zones de protection forte en mer, état des lieux et recommandations*, 2021

26 Seas at risk, *Benefits quickly outweigh costs of banning bottom trawling from Marine Protected Areas*, 2021

27 Commission européenne, *Study on the economic benefits of Marine Protected Areas: Task 5 Case Studies – Final Report*, 2018

28 Sébastien Desbureaux, *The long-term impacts of Marine Protected Areas on fish catch and socioeconomic development in Tanzania*, 2024

29 NEF Consulting, *New Economics foundation, Valuing the impact of potential ban on bottom-contact fishing in EU marine protected areas*, 2021

30 Natiora Defenders

31 *The Custodians*, Patagonia Film